

# Les effets du contrat



Selon l'article 1103 du code civil, "les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits". Cet article fonde l'effet obligatoire des contrats. Dès lors, les contrats doivent être considérés comme la loi des parties, qui est en principe intangible : elle s'impose aux parties, mais aussi au juge. Le principe d'intangibilité connaît toutefois des tempéraments.



## Effets entre les parties : force obligatoire du contrat



Le contrat peut être révoqué uniquement par le consentement mutuel des parties ou bien suivant les clauses que la loi autorise.

Le contrat peut être modifié ou révoqué par consentement mutuel.

La Cour de cassation admet la faculté de rompre unilatéralement un contrat dans des circonstances spécifiques et limitées à la gravité du comportement.

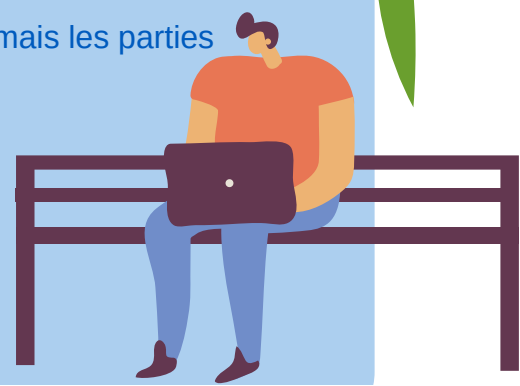
La théorie de l'imprévision permet de modifier le contrat en tenant compte des circonstances, ce qui permet une révision ou renégociation du contrat.

## L'effet translatif du contrat

Le transfert de propriété s'opère soit dès l'échange des consentements, dans le cas où celui-ci a pour objet l'aliénation de la propriété ou cession d'un autre droit, soit par la volonté des parties.

Le transfert de propriété implique aussi le transfert des risques, mais les parties peuvent convenir d'une date différente de transfert.

De plus le débiteur possède une obligation de délivrance de la chose vendue.





## L'opposabilité du contrat aux tiers

Les tiers ne doivent pas entraver la bonne exécution du contrat.

À cet égard, ils peuvent engager leur responsabilité délictuelle s'ils ont commis une faute : aider ou inciter le contractant à ne pas exécuter correctement le contrat.

## L'opposabilité du contrat par les tiers

Un tiers à un contrat peut invoquer, sur le fondement de la responsabilité délictuelle, un manquement contractuel dès lors que ce manquement lui a causé un dommage.



# La promesse de porte-fort

L'effet relatif du contrat signifie que *"le contrat ne crée d'obligations qu'entre les parties"* (article 1199 du code civil). Dès lors les tiers, qui n'ont pas consenti à la convention, ne peuvent se voir reconnaître des droits ou imposer des obligations. Il existe toutefois des exceptions à l'effet relatif du contrat. Elles tiennent notamment à la possibilité de conclure des contrats pour autrui : la promesse de porte-fort et la stipulation pour autrui.

Si l'article 1203 du code civil rappelle *"qu'on ne peut s'engager en son propre nom que pour soi-même"*, l'article 1204 énonce que par exception, *"on peut se porter fort en promettant le fait d'un tiers"*. Le porte-fort promet donc à son cocontractant d'obtenir l'engagement d'un tiers à son égard. Il promet ainsi le fait d'un tiers, qui peut être de deux sortes : la promesse que le tiers ratifie un contrat, ou la promesse qu'il l'exécute.



## Le porte-fort de ratification

Ici, le porte-fort promet que le tiers va **ratifier** (donner son accord à) un acte juridique. Ce type de promesse est très utile lorsqu'une personne conclue un acte alors qu'elle n'en a pas le pouvoir.

Par exemple, les époux mariés sous le régime de la communauté de biens ne peuvent conclure seuls des actes de disposition portant sur les biens communs (ex : vendre une maison commune). Mais ici, l'un des époux pourrait valablement conclure l'acte seul (vendre la maison) en se portant fort que son époux le ratifiera (accepte de vendre la maison).

## Le porte-fort d'exécution

Ici, le porte-fort promet que le tiers **exécutera correctement** un acte juridique. Ce type de promesse est donc une forme de garantie.

Par exemple, lors d'une cession de contrat, le cédant (le porte-fort) va se porter fort de la bonne exécution par le cessionnaire (celui à qui le contrat a été cédé) du contrat cédé.





## Les conséquences de la promesse



### En cas d'exécution de la promesse

L'exécution de la promesse de porte-fort signifie que le fait promis par le porte-fort **se réalise**.

- Dans le porte-fort de ratification, le contrat est ratifié (accepté) par le tiers. Ce dernier est donc engagé par l'acte juridique du seul fait de son acceptation, même s'il n'était pas partie à la promesse initiale. La ratification entraîne la libération immédiate du porte-fort (que le tiers exécute correctement ou non son engagement).
- Dans le porte-fort d'exécution, le contrat est exécuté par le tiers. Ici, le porte-fort n'est libéré qu'une fois que le tiers a entièrement et correctement exécuté son engagement. A défaut, le porte-fort engage sa responsabilité contractuelle pour inexécution ou mauvaise exécution du contrat qu'il a promis.

Dans le porte-fort de ratification, la ratification par le tiers opère de manière **rétroactive (article 1204 al. 3 du code civil)**. Cela signifie que le tiers est personnellement engagé au jour de la conclusion de la promesse, et non au jour où il l'a ratifiée.

### En cas d'inexécution de la promesse

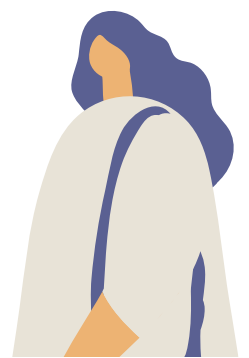
La promesse de porte-fort donnant naissance à une obligation de **résultat** à l'égard du porte-fort, ce dernier engagera sa responsabilité contractuelle si le fait promis par le porte-fort **ne se réalise pas**, soit :

- si le tiers ne ratifie pas le contrat dans le porte-fort de ratification
- si le tiers n'exécute pas ou exécute mal le contrat dans le porte-fort d'exécution

Le cocontractant du porte-fort pourra dès lors obtenir des **dommages et intérêts** pour inexécution de la promesse.

Le tiers est lui totalement **libre** de ratifier ou d'exécuter le contrat ou non. Etant tiers à la convention de porte-fort, il n'est pas susceptible d'engager sa responsabilité.

Dans le porte-fort de ratification, si le contrat initial n'est pas ratifié par le tiers, il devient **caduque**. Autrement dit, disparaît, et n'est pas susceptible d'exécution forcée.



# La stipulation pour autrui

L'**effet relatif** du contrat signifie que "*le contrat ne crée d'obligations qu'entre les parties*" (**Art.1199 du code civil**). Dès lors les tiers, qui n'ont pas consenti à la convention, ne peuvent se voir reconnaître des droits ou imposer des obligations. Il existe toutefois des exceptions à l'effet relatif du contrat. Elles tiennent notamment à la possibilité de conclure des contrats pour autrui : la **promesse de porte-fort** et la **stipulation pour autrui**.



## La stipulation pour autrui

Si l'**article 1203 du code civil** rappelle "*qu'on ne peut s'engager en son propre nom que pour soi-même*", l'**article 1205 du même code** énonce que par exception, "*on peut stipuler pour autrui*". Ici, l'un des cocontractants (le stipulant), fait promettre à l'autre (le promettant), d'exécuter une prestation au profit d'un tiers (le bénéficiaire), qui n'est donc pas partie au contrat.

Le meilleur exemple est le contrat d'assurance vie : une personne (le stipulant), s'engage avec un assureur (le promettant) aux fins qu'une somme d'argent soit versée aux personnes de son choix à son décès (les tiers bénéficiaires).

Ici, le stipulant contracte lui-même, en son nom personnel, et non en tant que représentant du tiers bénéficiaire. La stipulation pour autrui ne doit donc pas être confondue avec le **mandat**.





## Le régime de la stipulation pour autrui

### L'acceptation

Le stipulant choisi librement le tiers bénéficiaire de la stipulation. Le bénéficiaire désigné peut, quant à lui, **accepter ou refuser** le bénéfice de la stipulation.

Le bénéficiaire de la stipulation a cependant tout intérêt à l'accepter dès le jour de sa désignation par le stipulant. L'**article 1206 al. 3 du code civil** dispose en effet qu'une fois l'acceptation parvenue au promettant ou au stipulant, elle devient **irrévocable** : le bénéficiaire ne peut plus être révoqué.

L'**article 1209 du code civil** précise que l'acceptation peut aussi bien émaner du bénéficiaire lui-même que de ses héritiers après son décès. Elle peut même intervenir après le décès du promettant ou du stipulant.

### La révocation

Tant que le bénéficiaire n'a pas accepté la stipulation, le stipulant peut **librement** le révoquer (**Art. 1206 al. 2 du code civil**). Cette révocation, si elle a lieu, produira ses effets dès que le promettant ou le tiers bénéficiaire en auront eu connaissance (**Art. 1207 al. 3 du code civil**).

L'**article 1207 al. 1 du code civil** précise que la révocation ne peut émaner que du **stipulant** ou de ses héritiers après le décès de ce dernier.



### L'exécution

Le promettant a l'obligation d'exécuter la prestation promise au profit du tiers bénéficiaire. Ainsi, même si le bénéficiaire est tiers au contrat, il est investi d'une **action directe** contre le promettant qui n'exécuterait pas sa promesse, et ce dès la stipulation. Le bénéficiaire n'a donc pas besoin de passer par l'intermédiaire du stipulant pour faire valoir ses droits (**Art. 1206 al. 1 du code civil**).

En cas d'inexécution de ses obligations par le promettant, le stipulant, qui reste lié à lui par un contrat, peut également intenter contre lui toutes les actions offertes par le droit commun : engagement de la responsabilité contractuelle, résolution, exécution forcée, etc (**article 1209 du code civil**).